

Réunion annuelle du réseau d'experts de La Fabrique Ecologique

1^{er} avril 2025

Cette rencontre annuelle a réuni une quarantaine de personnes, en présentiel et en visio-conférence. Les échanges ont été d'une grande richesse, que ce compte-rendu synthétique ne peut retracer que partiellement.

La discussion a d'abord porté sur l'analyse du « recul écologique » actuel, constat partagé par l'ensemble des participants. Le rôle éminent de Trump et des populistes a été évoqué. Mais, plus profondément, d'autres facteurs ont été discutés.

Le caractère très individualiste de la société a été évoqué ainsi que la perte de l'idée de mobilisation collective. Avec une rupture du contrat social des Trente Glorieuses, nos sociétés sont marquées par le retour d'un capitalisme plus brutal. Certains expriment un sentiment de schizophrénie générale, marqué par une impression de vivre tout et son contraire, à l'image de la conciliation d'une croissance à tout prix et d'une injonction au vert.

Pour certains, la méfiance, voire la défiance, peut s'expliquer autrement. Les critiques envers la science s'expliquent aussi par son évolution, à l'image du GIEC, où les rapports sont co-écrits avec des acteurs politiques.

D'autres ont souligné la responsabilité des mesures écologiques elles-mêmes, à l'image des ZFE (zones à faibles émissions) qui « pénalisent les plus pauvres ». La prime destinée à l'achat d'un véhicule électrique n'a pas une ampleur suffisante et laisse sans solution beaucoup de ménages précaires concernés par les ZFE. Plusieurs ont souligné le défi d'atteindre un public le plus large possible, en partant des contraintes de vie quotidienne rencontrées en particulier par les classes populaires.

Un des moyens pour maximiser cet impact réside dans les thématiques abordées. Certains thèmes fédérateurs ont été cités, comme la santé et la mobilité.

Au sujet de la nécessaire implication populaire sur les décisions écologiques, il a été mentionné qu'une consultation poussée de la population ne débouchait pas forcément sur des décisions conformes aux objectifs.

Sur la solidarité, certains mentionnent que la Covid a participé au déclasserement de beaucoup, et à l'inverse, à l'enrichissement d'une micro caste déjà favorisée. La pandémie a laissé des cicatrices, des scissions entre plusieurs franges de la population. Suite à ce constat, il a été décrété primordial de (re)créer du lien dans la "France rurale".

Un autre participant a souligné l'importance de sortir de la manière dominante d'encadrer ou de justifier la lutte écologiste, et de mettre en avant des valeurs plus universelles que « sauver la planète ».

Il a aussi été souligné l'importance des mots, des termes employés, pour fédérer un maximum de personnes autour de la cause écologiste. Il a été noté la connotation négative que peut susciter le mot "écologie" s'il ne fait pas l'objet d'un développement. D'autres notions, comme la santé, sont beaucoup plus consensuelles et, a fortiori, les 17 ODD onusiens (objectifs de développement durable).

La suggestion a aussi été faite d'investir le champ artistique pour faire passer un message écologique. Se priver du monde des arts est une erreur, car on s'empêche d'ouvrir notre réflexion et de parler au plus grand nombre de personnes. D'autres soulignent qu'il faut investir les notions de Nature.

Certains ont déploré le manque de vision de société portée par le camp écologiste, qui permettrait d'unifier et de fédérer un maximum de personnes. A l'inverse, l'extrême droite, elle, réussit parfaitement cet exercice.

Une autre difficulté soulevée est la dimension temporelle des travaux et des recommandations en matière environnementale, le handicap venant du fait que les mesures s'inscrivent dans le temps long. Cette difficulté est due au fait qu'il est, pour beaucoup d'entre nous, difficile de se projeter. Il y aurait également une mauvaise compréhension des échelles temporelles : les changements planétaires d'origine anthropique ont lieu à une grande vitesse par rapport à l'échelle des changements géologiques (contre-argument au raisonnement des climatosceptiques).

Il est important d'articuler les différentes échelles géographiques. L'échelon et les initiatives des collectivités territoriales devraient être davantage valorisés. Par exemple, certains soulignent, avec une touche d'espoir, l'existence de tentatives multiples de transition agroécologique sur des territoires. Enfin, la question des jeunes générations a été posée. Face à la transition écologique, la question des liens sociaux et de leur capacité à se mobiliser collectivement a été abordée.

Un second tour de table s'est centré sur des propositions d'orientations, en particulier pour LFE.

Certains ont suggéré l'idée de réaliser quelque chose pour les municipales de 2026. D'autres ont proposé de changer de posture : partir de la vie quotidienne pour aller vers des mesures qui sont bonnes pour le climat. Sur le fond ont aussi été évoquées des propositions à faire sur des thèmes davantage fédérateurs : santé, liberté écologique, inégalités, décentralisation, à l'image de la note "écologie et vie quotidienne". Le thème de la décentralisation pourrait également être plus traité, même si c'est un sujet délicat (voir le cas de l'Allemagne).

Sur la méthode : il serait judicieux d'articuler les problématiques traitées avec les enjeux de souveraineté (énergie, minerais, industrie, alimentation, agriculture...).

Il serait utile de réaliser plus de travaux avec une entrée sur la santé, qui pourrait toucher un public plus large et l'amener à la transition écologique. Un des enjeux serait d'insister sur l'approche « One Health », qui consiste à superposer les sujets de nature, de santé, d'écologie. Elle propose une convergence des approches et permet une fertilité croisée de différentes disciplines.

De même, la mobilité est une thématique qui parle à un grand nombre (vie professionnelle comme personnelle), on parle de 30% du temps libre qui serait dédié aux déplacements.

Sur le sujet du changement de posture, il faut investir le champ du travail écologique (en parlant de travail, et non d'emploi). Cela permettrait de contrer l'argumentaire opposant l'assistantat à la "valeur travail".

D'autres évoquent le sujet « brûlant » du déclassement, surtout depuis la Covid, avec ses déclinaisons en agglomération, périphérie et zones rurales. Il faut absolument s'emparer de la question sociale.

En lien avec la question des désirs des citoyens, il serait intéressant de s'intéresser aux loisirs et aux loisirs écologiques, c'est un champ à investir par l'écologie.

Enfin, au sujet de la visibilité des travaux produits par la Fabrique Ecologique, même si leur qualité est reconnue, il faudrait chercher davantage d'interlocuteurs et de relais, comme des collectivités locales et des entreprises, pour avoir plus de moyens et d'audience.

Les experts soulignent l'importance pour LFE de rester un endroit de débat neutre politiquement. Pour toucher plus de monde, peut-être faut-il aussi innover sur des formats nouveaux et/ou souligner aussi les choses positives.